Depuis l’élection d’Emmanuel Macron, aujourd’hui c’est notre 8 ème journée de manifestation à l’appel de l’intersyndicale des retraités.

Cette date du 8 octobre n’est pas anodine, elle correspond au début de l’examen de la Loi de finance de la sécurité sociale pour l’année 2020. Loi qui, je vous le rappelle, décidera de l’évolution de nos pensions.

Nos revendications ne sont ni excessives, ni utopiques. C’est la baisse continue de notre pouvoir d’achat qui nous oblige à nous mobiliser face aux choix iniques du gouvernement d’appauvrir les plus pauvres et notamment les retraités.

Les prix, et ce n’est pas les organisations syndicales qui le disent, ont augmenté de 2,3% entre juin 2017 et juillet 2018. La conséquence est un nombre de retraités pauvres dépassant le million avec un revenu inférieur à 1000 euros par mois.

Nous ne sommes pas les seuls, à être concernés par les agressions répétées du gouvernement, les nombreux mouvements sociaux du mois de septembre en sont le témoignage, comme tous les actifs présents aujourd’hui à nos côtés que nous saluons fraternellement.

Les français sont majoritairement contre la réforme des retraites, contre la privatisation d’ADP, contre la destruction d’EDF, contre la hausse des prix des produits pétroliers, contre la baisse de leur pouvoir d’achat, contre le manque de personnel dans les hôpitaux et les EHPAD…ETC

Jamais un gouvernement n’a attaqué aussi frontalement les fondamentaux de notre société.

Si nous avons peur du lendemain, comme les actifs, c’est aussi pour nos enfants et petits-enfants**.** Les retraités ne se laisseront pas amenées sur le terrain d’un conflit intergénérationnel.

Actifs retraités ensemble dans les luttes.

Pour afficher sa volonté de revenir sur tous les acquis, ce gouvernement passe à la vitesse supérieure et remet en cause tous les régimes de retraites. Il s’attaque à notre système par répartition, pour aller vers un régime universel individualisé par points, ce qui tendra dans un avenir plus ou moins proche à une capitalisation des retraites, parallèlement, dans l’immédiat, il pousse au développement de retraites complémentaires répondant en cela aux appétits des assureurs et actionnaires de tous poils.

Macron et son gouvernement essaient de nous faire croire que la réforme ne concerne pas les retraités actuels.

Faux pour au moins trois raisons :

1) Le système de retraite, devra être à l’équilibre au 1er janvier 2025, jour prévu de son l’application. Le gouvernement dans sa logique refusera d’augmenter les recettes, puisqu’il pratique l’inverse avec les baisses et exonérations des cotisations des entreprises. Il n’aura donc qu’un seul moyen, pour arriver à cet équilibre, une nouvelle période de gel, voire de baisse des pensions.

2) L’objectif principal de la retraite à points est la maîtrise des dépenses. La part des dépenses de pension dans les richesses créées est maintenue sous 13,8 % du PIB, alors que le nombre de retraités augmente de 150 000 par an, ce qui mathématiquement donne une plus petite part pour chacun.

3) Le rapport Delevoye préconise une revalorisation des pensions selon l’inflation : cela va créer un écart avec les salaires qui augmentent plus vite et cet écart va grossir chaque année. Actuellement, la pension moyenne est égale à 64,4 % du salaire moyen, en 2050 elle diminuerait à 50,9 %, selon le Conseil d’Orientation des Retraites.

En plus, le gouvernement fait planer des menaces sur les régimes de réversion, qui nous assurent au moins le maintien de notre niveau de vie en cas de veuvage.

Pour rappel, les retraites ne sont pas « des prestations sociales comme les autres » mais un droit résultant de cotisations versées tout au long d’une vie professionnelle. Le gouvernement ne doit y toucher, d’autant plus qu’il les utilise pour faire des cadeaux aux plus aisés !

Cette réforme des retraites veut nous mener à un point de non-retour. Avec ce saccage du système actuel fondé sur la solidarité, c’est non seulement le niveau de toutes les pensions qui est visé à la baisse, mais c’est aussi la sécurité sociale et, au travers des régimes spéciaux, toute la fonction publique, le secteur nationalisé et les services publics qui sont dans le collimateur.

Un recul de près d’un siècle de luttes...

Contrairement à ce qui avait été prévu le compteur de la sécurité sociale est dans le rouge. Le déficit n’est pas structurel mais bien dû aux mesures prises, par le président Macron et son gouvernement pour tenter d’apaiser le climat social. Elles ont privé la sécu d’une partie de ses recettes et rien n’a été mis en place pour compenser le manque, alors que l’argent existe. Une fois de plus se sont les bénéficiaires et notamment nous, les retraités, qui vont devoir payer par le gel de nos pensions, le déremboursement de plus en plus de médicaments ce qui ne pourra qu’entrainer la hausse des tarifs des mutuelles.

Pour 2019 se sont près de 2,7 milliards de manque à gagner pour la sécu sociale que le gouvernement aurait dû compenser conformément à la loi Veil de 1994 qui prévoit une compensation systématique des exonérations de cotisation sociales par l’état

La sécu a perdu son autonomie. C’est le gouvernement qui décide de son budget et fait payer aux plus pauvres les cadeaux qu’il fait aux plus riches

**On ne peut continuer à l’accepter**.

Une, de nos nombreuses inquiétudes, est aussi les choix qui sont faits concernant l’aménagement du territoire.

Notamment, la disparition des services publics de proximité, postes, trésoreries, transports, gendarmeries. Cette absence de services publics, dans un département rural comme le nôtre, impacte négativement le quotidien de notre vie, en nous obligeant à des déplacements réguliers, fatigants et couteux.

ET que dire de la dématérialisation prévue de l’ensemble des services publics d’ici à 2022. Cette décision s’ajoute à l’ensemble des services déjà informatisés comme la prise de rendez-vous médicaux.

Aucune formation ni dotation en équipement ne sont prévus pour les personnes âgées à l’utilisation de ces outils. Celles-ci ne se retrouvent plus dans ce monde de machine. Plus aucune relation humaine, personne pour vous accueillir dans un bureau. Pour communiquer on est face à un ordinateur, quand les moyens des personnes âgées les plus précaires leurs permettent d’en acquérir un.

Nous exigeons le maintien légitime des services publics de proximité, des permanences administratives, des accueils à visage humain.

Nous exigeons également des conditions d’accueil dans les EHPAD qui répondent totalement aux besoins des retraités. Cela passe par des personnels en nombre suffisant et formés, des conditions de travail pour ces personnels décents. Nous demandons également la prise en charge totale de la dépendance afin que chaque retraité puisse se faire soigner si besoin.

Si le mouvement des gilets jaune a reflété un ras le bol général des plus pauvres face au gavage de certains, le gouvernement a dû donner satisfaction à des revendications que les retraités portaient depuis plusieurs années.

Une première fois en annulant la hausse de la CSG pour les personnes ayant une pension inférieure à 1200€ (environ 100 000) ensuite en relevant les seuils du revenu fiscal de référence à partir duquel s’applique la hausse de la CSG.

Ces décisions, n’ont rien à voir avec de la compassion ou à une adhésion à la justice sociale. Il fallait apaiser notre colère exprimée massivement dans les manifestations contre la hausse inacceptable de la CSG et la baisse de notre pouvoir d’achat en 2018 et 2019.

Cette colère était pleinement justifiée et l’est toujours car le compte ni est pas.

L’injustice est flagrante car dans le même temps le président accordait aux plus riches de notre pays des cadeaux fiscaux inédits : suppression de l’ISF, réduction de la fiscalité sur les dividendes et le capital, laxisme face à la fraude fiscale, qui s’élève en France à près de 100 milliards par an !

Nous soutenons nos parents, nos enfants voire nos petits-enfants. Nous ne sommes pas un poids pour la société. Après une vie au travail, nous méritons une pension, pour vivre, au moins égale au SMIC.

**Pour rappel nous exigeons toujours** :

La suppression de la hausse de la CSG et la fin du gel des pensions pour toutes les retraites et pensions, avec rattrapage des pertes subies au 1er janvier 2020.

- La revalorisation de toutes les pensions en fonction de l’évolution des salaires.

- Un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète.

- Le maintien et l’amélioration des pensions de réversion.

- L’embauche immédiate de 40 000 personnes comme le demande le personnel des EHPAD et des soins à domicile. La prise en charge de la perte d’autonomie à 100 % par la Sécurité sociale et l’ouverture d’un droit universel dans le cadre d’un grand service public de l’aide à l’autonomie.

Nous avons commencé à faire bouger les lignes par notre mobilisation seules des futures mobilisations massives peuvent permettre de faire aboutir toutes nos revendications.

Le gouvernement actuel aurait tort de mésestimer la colère des retraités.